

## **Débat « Phénix » : la grève générale comme modèle révolutionnaire ?**

lundi 16 mai 2011, par [JOHSUA Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2011).

Dans les années post-68, la grève générale insurrectionnelle a été revendiquée comme modèle principal d'une révolution en France et dans les pays comparables [1]. Quelques courtes années plus tard, le modèle était devenu « hypothèse ». Plus modeste donc, mais toujours centrale.

Théoricien principal de cette perspective, Ernest Mandel en a décrit les conditions et les modes possibles de développement [2]. Le tout étant particulièrement spéculatif, comme l'auteur le reconnaît sans détour : « *...Il faut préciser que nous n'avons pas encore connu une seule grève générale en Europe dans laquelle de tels exemples soient effectivement généralisés et que ce serait un changement total : il faut faire un effort d'imagination pour visualiser ce que serait une grève générale plus ou moins totale comme celle de mai 68 et de laquelle la plupart des secteurs de la classe ouvrière, au sens le plus large du terme appliqueraient toutes ces techniques : ce serait le début d'une révolution sociale.* »

Plus de 40 ans après nous en sommes au même point, l'effort d'imagination n'a rencontré nulle part le cours réel des choses. Entre temps, la seule expérience révolutionnaire effective en Europe depuis ces textes (la révolution portugaise) n'a absolument pas suivi ce schéma. Ce qui d'ailleurs ne serait pas pour surprendre Mandel, étant donné qu'il fonde son modèle sur des présupposés extrêmement précis : « *Si nous traitons de la grève générale, c'est parce que nous croyons que la grève générale est le modèle le plus probable de la révolution socialiste dans les pays impérialistes. Ceci n'est évidemment pas le seul modèle possible ; cela présuppose un certain nombre d'hypothèses de départ confirmées, à savoir l'absence d'une guerre mondiale dans les années à venir, l'absence d'une victoire du fascisme ou d'une dictature militaro-semi-fasciste dans les pays impérialistes, le maintien en gros des rapports de forces tels qu'ils sont actuellement établis entre les salariés et le Capital dans ces pays. Rapports de forces qui sont écrasants en faveur de la classe ouvrière comme on ne les a jamais connus dans le passé, c'est-à-dire que 80 à 85 et dans certains pays 90% de la population est composée de salariés.* »

Par définition (sortie d'une dictature fasciste), le Portugal de la révolution des œillets échappe à ce que Mandel avait en tête, et qu'on peut caractériser comme une vision hyper optimiste [3] de la progression du rapport de forces en faveur de la classe ouvrière. Vision appuyée essentiellement sur la continuité - aucune défaite majeure à l'horizon - , la cumulation des victoires partielles et sur des données purement quantitatives, la croissance numérique du prolétariat.

Dans cette théorisation qui a donné le là pour des générations de militants, Mandel lui-même s'écarte dans ses développements de son propre schéma de départ. En dehors de Mai 68 et de quelques autres cas, il n'hésite pas à convoquer principalement des exemples où la grève générale intervient certes, mais dans des conditions étrangères à sa modélisation : les grèves postérieures à 1918, essentiellement donc déterminées par les conséquences de la guerre impérialiste ; celles (qu'il présente comme « *parmi les plus avancées* ») de la révolution espagnole, absolument conditionnées elles par le combat antifasciste. En définitive, seule la grève de 68 en France sort vraiment du lot.

Mandel donne des descriptions très convaincantes de la grève générale comme école de la

conscience et de l'organisation ouvrière, en particulier sous la nécessité de sa propre conduite comme mouvement de masse. Comment par exemple ce sont les nécessités pratiques du mouvement qui conditionnent la prise en charge matérielle (même partielle) de l'économie et de la société (les transports qui seraient remis en route en vue d'assurer la participation à des rassemblements, ce qu'on a effectivement vu au Portugal ; la remise en route de certains circuits d'alimentation en cas de besoin). Rompant avec les fadaises social-démocrates traditionnelles, il rappelle opportunément que dans des cas comme celui-là, des secteurs moins « organisés » peuvent se radicaliser plus vite, explique comment la conscience de leur force vient aux opprimés de par leur mise en mouvement, etc.

En revanche (c'est toute la question) le passage de ceci à ce qui conduit à l'auto-organisation, au double pouvoir et à la révolution est entièrement spéculatif, s'appuyant sur des exemples plus que limités, si on s'en tient aux données de départ qu'il fixe lui-même (un prolétariat nombreux hors conditions dramatiques d'effondrement du système, comme la guerre, des dictatures, etc.).

Pour discuter de ceci en connaissance de cause, il faut donc écarter d'abord les faux débats. Ce qui est en discussion ici n'est nullement la pertinence de la nécessité d'un « mouvement d'ensemble », d'une grève générale si l'on veut, pour des raisons pragmatiques d'efficacité. Ceci concerne le niveau, absolument justifié, du « tous ensemble ». Pas plus n'est en débat, évidemment, l'école pratique pour le prolétariat que constituent ces moments (même en petit, en 1995, 2003, 2010). Encore moins la constance de la bataille qui doit être la nôtre pour la démocratie ouvrière et si possible, l'auto-organisation. Tous ces éléments sont d'ailleurs présents dans « les principes fondateurs » du NPA [4]. Non, ce qui est cause dans ce débat, c'est l'idée que la grève générale insurrectionnelle est « la » réponse adaptée à nos pays (« *modèle le plus probable de la révolution socialiste dans les pays impérialistes* » ; ce qui déjà règle son compte au nombre conséquent de défenseurs de ce modèle comme donnée universelle...).

Ce modèle ne s'était pas matérialisé à l'époque où Mandel l'avance ; et pas plus avant. Et pas depuis. Jamais, en fait. Des révolutions, on en connaît de multiples. Mais aucune qui présente, même de loin, les mécanismes de développement qui mènent d'une grève générale comme moment central et unique à la prise du pouvoir (ou même en fait à ses balbutiements). Cela dit que l'on ait jamais suivi ce chemin ne se suffit pas comme argument. Rien d'autre non plus ne s'est présenté pendant les 45 dernières années. Et pourtant, on cherche. Alors pourquoi pas cette hypothèse ?

Il faut effectivement se garder de prendre cette question du haut de ce que l'on a appris depuis. Mais il me semble que dès l'entame, certaines questions, d'importance inégale, se posaient qui conduisent à douter fortement de l'hypothèse présentée comme centrale.

**1)** Écartons les critiques portées par les courants réformistes, même bien intentionnés, par exemple celles de Jaurès [5]. Pour l'essentiel, leurs arguments sont de deux ordres. Si la grève générale est portée par une minorité, elle se ferait alors contre la majorité du prolétariat, transformée en ennemie. Sans compter le reste de la Nation. La porte sera ouverte vers la dictature. Mais si tout le prolétariat est convaincu de son bien fondé, alors, plus besoin de grève générale, le vote suffit. C'est évidemment une vision parfaitement statique, la grève (si elle s'étend) touche des catégories bien moins homogènes que simplement « contre » ou « pour ». De plus, c'est le processus lui-même qui assure conscientisation et conviction. L'autre argument est que si la grève prend, elle serait démunie face à la toute puissance de la bourgeoisie. Là, l'argument est plus sérieux, et touche à des développements que je fais ci-dessous. Mais ce n'est jamais que le cœur du débat entre réformistes et révolutionnaires qui porte pour le coup sur la possibilité même d'une révolution [6].

**2)** C'est Rosa Luxemburg qui est la plus convaincante pour répondre à l'argument réformiste, dans plusieurs ouvrages, dont celui, magistral, « grèves de masse, parti et syndicat » [7]. Sauf que ce livre est aussi une réfutation globale de la description de Mandel tout aussi bien. Son ouvrage, loin de

décrire un passage de la grève générale à la question politique comme mouvement univoque insiste au contraire sur le fait qu'il s'agit d'un processus, de longue durée, fait de passages de l'économique au politique, du local au global : « *la grève de masse ne signifie pas un acte unique mais toute une période de la lutte de classe, et cette période se confond avec la période révolutionnaire* ». C'est pourquoi, comme elle s'en explique, elle avance le terme de « grève de masse » plutôt que de grève générale [8]. L'essentiel est dans le passage suivant : « *Ainsi c'est la révolution qui crée seule les conditions sociales permettant un passage immédiat de la lutte économique à la lutte politique et de la lutte politique à la lutte économique, ce qui se traduit par la grève de masse. Le schéma vulgaire n'aperçoit de rapport entre la grève de masse et la révolution que dans les affrontements sanglants où aboutissent les grèves de masse ; mais un examen plus approfondi des événements russes nous fait découvrir un rapport inversé : en réalité ce n'est pas la grève de masse qui produit la révolution, mais la révolution qui produit la grève de masse.* »

**3)** Ce qui conduit à la discussion principale. D'une manière très étonnante, Mandel aborde la question comme si la grève générale pouvait conduire à une telle situation révolutionnaire sans un ensemble d'autres conditions, dont on sait, depuis Lénine, qu'elles caractérisent une situation révolutionnaire. Tout se passe comme si la croissance organique, numérique, du prolétariat était la condition suffisante pour créer la base à la fois d'une grève générale et de son développement jusqu'à poser la question du pouvoir. Or, dans une formule très connue et extrêmement puissante malgré son degré d'abstraction et de généralité, Lénine [9] avance que : « *La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX<sup>e</sup> siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant exploités et exploités). Ainsi donc, pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute révolution véritable est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement.* »

Ce point est développé par Bensaïd [10] en liaison d'ailleurs avec les perspectives gramsciennes : « *Cette compréhension élargie de la notion d'hégémonie permet de préciser l'idée selon laquelle une situation révolutionnaire est irréductible à l'affrontement corporatif entre deux classes antagoniques. Elle a pour enjeu la résolution d'une crise généralisée des rapports réciproques entre toutes les composantes de la société dans une perspective qui concerne l'avenir de la nation dans son ensemble* » [11]. Dans la description de Mandel, c'est la grève générale qui provoque pour ainsi dire l'incapacité de « ceux d'en haut », alors que chez Lénine, c'est une des conditions *préalables* ou au moins concomitante. De plus (et surtout), l'existence d'une « *grande crise nationale* » est décisive, et, par définition (question nationale) elle ne peut se résumer à la seule « question sociale » comme chez les anarchistes. Il y faut, au moins, ce mélange social et politique préalable que décrit Rosa. Dans toutes les révolutions connues, sans aucune exception, cette « grande question nationale » est structurante de la situation globale (oppression nationale, guerre, dictatures, effondrement économique, etc..., justement les cas que Mandel écarte pour fonder son hypothèse). Il y a un consensus qui s'est peu à peu installé sur le fait que Mai 68 n'était pas au sens fort une situation révolutionnaire (peut-être « *prérévolutionnaire* », c'est un débat [12]). Sans doute parce

qu'aucune des trois conditions liées que posait Lénine n'était pleinement développée. Ceux d'en haut « pouvaient » toujours (à preuve la reprise en main par De Gaulle) ; ceux d'en bas hésitaient et certains ne « voulaient » pas vraiment ; et il n'y avait aucune « grande crise » nationale structurante.

Il y a donc des raisons très profondes pour ne pas retenir l'hypothèse centrale défendue par Mandel [13], en plus du seul fait brut que rien de semblable ne s'est jamais passé, nulle part. Au final a-t-on avancé sur la question : « à quoi pourrait ressembler une situation révolutionnaire dans l'Europe de ce début de 21<sup>e</sup> siècle ? ». Pas vraiment. Cela dit peut-on y répondre avant d'avoir le nez dessus ? Sans doute pas. Mais souvent, comme dans les sciences, savoir où ne pas chercher est un progrès important. Il serait bien d'enregistrer celui-là.

**Samy Johsua**

---

## Notes

[1] Même à cette époque, il n'a jamais été question d'attribuer à ce modèle une portée au delà des pays capitalistes développés, et plus spécialement, de l'Europe. C'est avec une grande surprise que l'on voit ces temps-ci revendiquer pour le dit modèle une portée universelle.

[2] Voir sur ESSF (article 20796) : [La grève générale - Partie I.](#)

[3] Vision très caractéristique de l'époque, où, plus ou moins, dominait l'idée que la perspective d'un Mai gagnant était à portée de main (« Mai 68, répétition générale »).

[4] Extraits des principes fondateurs : « C'est dans le mouvement social que progresse la prise de conscience, que l'idée d'un nouveau monde s'élabore, que la satisfaction des exigences populaires pose la question de qui dirige la société. La convergence de ces exigences pose la question du contrôle des travailleurs et de la population sur la marche des entreprises et de la société.

Nous sommes en faveur de mobilisations les plus unitaires possibles, associant tous les courants politiques, syndicaux, associatifs du mouvement social.

Dans celles-ci, nous défendons le principe de l'auto-organisation : il est essentiel que ce soient celles et ceux qui agissent, qui décident de l'orientation, des formes de leurs luttes et de leur direction.

C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. »

[5] Lequel Jaurès reconnaît quand même que : « « La grève générale, impuissante comme méthode révolutionnaire, n'en est pas moins, par sa seule idée, un indice révolutionnaire de la plus haute importance. Elle est un avertissement prodigieux pour les classes privilégiées, plus qu'elle n'est un moyen de libération pour les classes exploitées », « Grève Générale et Révolution » La petite République, 1901. Et, évidemment, on se rappelle que Jaurès, avec Rosa Luxemburg, ont bataillé jusqu'au bout pour opposer la grève générale à la guerre impérialiste de 1914.

[6] Renforçant l'argumentation de Mandel sur ce point, lisons Rosa à propos de la révolution

russe de 1905 : « L'élément spontané joue, nous l'avons vu, un grand rôle dans toutes les grèves de masse en Russie, soit comme élément moteur, soit comme frein. Mais cela ne vient pas de ce qu'en Russie la social-démocratie est encore jeune et faible, mais du fait que chaque opération particulière est le résultat d'une telle infinité de facteurs économiques, politiques, sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques, qu'aucune d'elles ne peut se définir ni se calculer comme un exemple arithmétique. Même si le prolétariat avec la social-démocratie à sa tête, y joue le rôle dirigeant, la révolution n'est pas une manœuvre du prolétariat, mais une bataille qui se déroule alors qu'alentour tous les fondements sociaux craquent, s'effritent et se déplacent sans cesse. Si l'élément spontané joue un rôle aussi important dans les grèves de masses en Russie, ce n'est pas parce que le prolétariat russe est « inéduqué », mais parce que les révolutions ne s'apprennent pas à l'école. »

[7] Voir sur ESSF (article 20747) : [Grève de masse, parti et syndicat.](#)

[8] « D'un autre côté la grève de masse a été pratiquée en Russie non pas dans la perspective d'un passage brusque à la révolution, comme un coup de théâtre qui permettrait de faire l'économie de la lutte politique de la classe ouvrière et en particulier du parlementarisme, mais comme le moyen de créer d'abord pour le prolétariat les conditions de la lutte politique quotidienne et en particulier du parlementarisme. En Russie la population laborieuse et, à la tête de celle-ci, le prolétariat mènent la lutte révolutionnaire en se servant des grèves de masse comme de l'arme la plus efficace en vue très précisément de conquérir ces mêmes droits et conditions politiques dont, les premiers, Marx et Engels ont démontré la nécessité et l'importance dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, et dont ils se sont fait les champions au sein de l'Internationale, les opposant à l'anarchisme. »

.../...

« Mais si nous considérons non plus cette variété mineure que représente la grève de démonstration, mais la grève de lutte telle qu'aujourd'hui en Russie elle constitue le support réel de l'action prolétarienne, on est frappé du fait que l'élément économique et l'élément politique y sont indissolublement liés. Ici encore la réalité s'écarte du schéma théorique ; la conception pédante, qui fait dériver logiquement la grève de masse politique pure de la grève générale économique comme en étant le stade le plus mûr et le plus élevé et qui distingue soigneusement les deux formes l'une de l'autre, est démentie par l'expérience de la révolution russe. Ceci n'est pas seulement démontré historiquement par le fait que les grèves de masse - depuis la première grande grève revendicative des ouvriers du textile à Saint-Petersbourg en 1896-97 jusqu'à la dernière grande grève de décembre 1905 - sont passées insensiblement du domaine des revendications économiques à celui de la politique, si bien qu'il est presque impossible de tracer des frontières entre les unes et les autres. »

[9] Lénine, La maladie Infantile du communisme, 1920 : <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/04/gauchisme.htm>

[10] Voir sur ESSF (article 7177) : [Front unique et hégémonie.](#)

[11] Dans sa contribution au débat, Yvan Lemaître ([Pour que le débat sur la stratégie s'inscrive dans notre travail collectif pour refonder le NPA](#) (ESSF, article 21411) dit : « Le NPA « ne risque pas de l'exercer de sitôt », [le pouvoir], écrit Samy. Peut-être, mais qu'est-ce que cela veut dire au moment où la révolution frappe à la porte dans le monde arabe ? « Malgré tout », écrit-il, nous serions candidat au pouvoir, mais avons-nous une autre raison d'être que cette lutte pour le pouvoir et notre activité quotidienne a-t-elle un autre sens que de préparer, de participer à cette lutte ? » C'est passer à côté de la question. Par nature, si l'on suit Lénine, le contenu de l'activité

ne peut pas ne pas être différente si les conditions décrites par lui (Lénine) d'une situation révolutionnaire sont présentes ou pas. Qu'il y ait des liens, évidemment. Sinon, pourquoi on construirait un parti ? Il suffirait d'attendre que les masses se lancent à l'assaut du Ciel. Quels liens est la question que justement je discute dans le texte « 20 défis » critiqué par Yvan, qui ne semble pas voir qu'il y a là matière à réflexion. Mais ce n'est pas seulement une question d'intensité, d'ampleur (la même chose « en petit »). Il y a une différence qualitative entre situations révolutionnaires et non révolutionnaires.

[12] Comme en 1936, le prolétariat s'est dérobé en 68 à l'affrontement au moment crucial incluant la possibilité d'un double pouvoir. On peut se demander ce qui aurait pu se passer si les directions ouvrières avaient été révolutionnaires, voire seulement plus radicales. A la place le mouvement a dû, à l'étape décisive, non seulement se heurter aux menaces de guerre civile de la bourgeoisie, mais à ses propres directions. Ce débat est loin d'être dérisoire, mais il laisse de côté une donnée majeure : il n'y a quasiment aucune possibilité qu'il en soit autrement à une autre occasion. Autrement dit on ne peut pas débattre stratégie sous l'hypothèse que le mouvement ouvrier serait dès le départ dirigé par des révolutionnaires. Le débat à mener (le seul réaliste à vrai dire) implique de discuter au contraire avec une double contrainte : celle de l'ennemi de l'extérieur, et celle de l'ennemi de l'intérieur (ce dernier étant inévitablement en position de force à tout début de processus révolutionnaire).

[13] Malgré des intuitions fulgurantes et prophétiques, comme la suivante : « Il faut comprendre que le degré de paralysie qu'une grève générale, qui prend des mesures de centralisation de cette nature, peut imposer à l'État bourgeois, est qualitativement supérieur à tout ce qu'on a connu dans le passé. Là apparaît un des aspects les plus saisissants de l'incompréhension de tous ceux qui font la critique unilatérale et fautive de la technologie contemporaine et la voient seulement comme une force d'oppression et d'exploitation - ce qu'elle est en régime capitaliste -, et qui ne comprennent pas qu'elle rend la société bourgeoise, parce que précisément technicienne, infiniment plus vulnérable que par le passé devant une action unanime et généralisée de tous les salariés. » Tunisie, Egypte...